

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 20 mars 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **POUDREX - BRIVE**

10 RUE AIME COTTON  
ZA BRIVE EST  
19100 Brive-La-Gaillarde

**Références : 2026-03-20 UiD192026-0035r georisques**  
Code AIOT : 0006002706

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement POUDREX - BRIVE implanté 10 RUE AIME COTTON ZA BRIVE EST 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale - opération coup de poing - dite "OCP Produits chimiques", mise en œuvre par la DREAL Nouvelle-Aquitaine, auprès d'installations classées pour la protection de l'environnement disposant de stockages de produits chimiques. Cette inspection porte plus particulièrement sur les conditions de stockage des produits chimiques, la compréhension et le respect des règles de compatibilités des produits, les rétentions, ainsi que la façon dont les exploitants appréhendent et utilisent les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques stockés sur leur site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POUDREX - BRIVE
- 10 RUE AIME COTTON ZA BRIVE EST 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006002706
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de POUDREX situé à Brive-la-Gaillarde est spécialisé dans le décapage (traitement de surface), le grenaillage, la métallisation et le thermolaquage, pour les métaux et principalement pour l'aluminium et l'acier.

Ses principaux clients sont les professionnels et les particuliers.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003, mais cet établissement relève désormais du régime de l'enregistrement suite à la modification de la nomenclature introduite par le décret n° 2019-292 du 09/04/2019, mais reste néanmoins régi par la procédure d'autorisation. En outre, l'exploitant a transmis une déclaration en date du 17/01/2025, relativement à la rubrique 2575 - Emploi de matières abrasives, pour la mise en service, sur le site, d'une nouvelle unité de grenaillage automatique d'une puissance totale de 220 kW.

Le site dispose de différentes zones de stockage de produits chimiques, à savoir notamment des poudres de peinture, une zone de stockage de bombes de peinture aérosols, une réserve de produits chimiques, ainsi que différentes zones de stockage de produits chimiques sur la zone de production.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	3 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour l'essentiel, il ressort de la présente inspection que l'exploitant doit poursuivre les réflexions d'ores et déjà mises en œuvre pour assurer un meilleur suivi de l'état des stocks, et ce pour l'ensemble des substances et mélanges dangereux présents sur le site, et non pas seulement concernant le stockage des peintures poudres. L'état des stocks doit, en outre, être complété avec l'indication des quantités et de la nature des produits stockés et doit pouvoir être mis à jour au fil de l'eau au regard des entrées et des sorties des produits. Enfin, l'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des produits chimiques présents sur le site, figurent dans l'état des stocks établi.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Les FDS des produits chimiques stockés sur le site sont imprimées et mises à la disposition du personnel dans un classeur entreposé dans une armoire présente dans la partie production du site, à proximité des bureaux administratifs. Les FDS, en version dématérialisée, sont également accessibles, par ordinateur, sur le réseau informatique de la société. En cas de perte d'utilité sur le site, elles restent accessibles via une connexion à distance. Ces FDS sont sauvegardées sur un serveur informatique externalisé. Toutefois, il apparaît que sur le réseau informatique de la société les fiches sont classées par nom des distributeurs, ce qui ne facilite pas leur recherche et donc leur accessibilité. En outre, il ressort que l'accès informatique aux FDS est réservé à la Direction du site, à l'assistante de Direction, la personne en charge de la partie commerciale, ainsi qu'à la secrétaire comptable du site. Les salariés du site ne disposent pas d'accès informatique à celles-ci, ils ne se servent que des FDS papier comprises dans le classeur visé plus avant.  Par sondage, il a pu être constaté la cohérence des FDS présentes sur le réseau informatique et celles présentes dans le classeur pour trois produits chimiques, à savoir : le DNAD NOF, le DTO et le PHOSTRI TTS3 PLUS (produits inspectés plus après). Ces fiches étaient identiques et comportaient bien la même date de révision. Ces fiches sont mises à jour au fur et à mesure que l'exploitant reçoit les révisions des FDS des produits stockés par les fournisseurs. Si un nouveau produit est entrant sur le site, l'exploitant sollicite la FDS auprès du fournisseur et celle-ci est ajoutée tant sur le réseau informatique que dans le classeur. Sur ce point, l'exploitant a établi un document intitulé "Suivi des FDS" dans lequel sont listés les noms des produits stockés, les fournisseurs, l'usage, la date de la FDS, son numéro de version, sa date de vérification interne

et éventuellement la conformité à prévoir.

Il en ressort qu'une seule FDS est antérieure à 2020. Elle concerne le "zinc aluminium" et la FDS date du 15/02/2016. Le document indique que cette FDS a été vérifiée en interne le 05/01/2026. L'exploitant a indiqué qu'il avait sollicité le fournisseur pour obtenir une mise à jour de la FDS mais qu'aucune réponse ne lui avait été donnée, ce qui est d'ailleurs indiqué sur le document consulté en cours d'inspection. Or, le fournisseur est tenu de mettre à jour les données comprises dans la FDS notamment si de nouvelles données relatives aux dangers sont connues ou en cas de nouvelles informations affectant les mesures de gestion des risques, ou encore si une autorisation est désormais refusée ou si une restriction est posée.

Par ailleurs, il apparaît sur le document consulté que la date de la FDS du produit dénommé "D1036 CREAM" a été incorrectement renseignée, l'année étant incomplète.

Par ailleurs, l'exploitant a interrogé l'Inspection quant à la nécessité de disposer de l'ensemble des FDS de toutes les poudres peinture présentes sur site, en ce que celles-ci se déclinent en multiples coloris, mais aussi en différentes finitions (mât, vernis, etc...). En effet, il a indiqué que si des FDS étaient bien présentes, celles-ci ne sont pas exhaustives, du fait du volume important de coloris présents et de finitions. L'Inspection indique à l'exploitant que l'ensemble des FDS doit être accessible sur le site, et que de ce fait, soit les FDS doivent être accessibles en version papier, soit et notamment si cela représente un volume trop important et donc inopérant, celles-ci pourraient être rendues accessibles par voie dématérialisée, via un ordinateur mis à la disposition du personnel pour consulter ces fiches.

Enfin, dans la partie "réserve de produits chimiques" il a été constaté la présence d'un produit qui ne figurait pas dans l'état des stocks (cf point de contrôle n° 2), à savoir le Chemetall (avec une date d'expiration au 09/2017). L'exploitant a expliqué qu'il lui avait été indiqué que ce produit n'était plus utilisé, et de ce fait, a retiré le produit de l'état des stocks. Or, interrogé sur la présence de ce produit dans la réserve, il a finalement été indiqué que celui-ci est utilisé jusqu'à son épuisement. Ce produit est contenu dans un petit flacon, mais est utilisé à hauteur de 5 gouttes par semaine. Au regard de la quantité restante dans le flacon lors de l'inspection, le produit sera encore possiblement utilisé plusieurs semaines, voire mois. Interrogé sur la disponibilité de la FDS de ce produit, l'exploitant a indiqué ne pas l'avoir conservée vu que le produit ne devait plus être utilisé. Or, sur ce point, le guide INERIS sur la Fiche de données de sécurité (ED 6483) indique que s'il n'existe pas de délai fixé par la réglementation précisant la durée de conservation des FDS, "*le règlement REACH précise que tout fabricant, importateur, utilisateur en aval (...) collecte toutes les informations nécessaires pour répondre aux obligations réglementaires liées à REACH et que ces informations doivent rester disponibles pendant au moins 10 ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange*".

A la suite de l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 09/03/2026 qu'il ne peut pas communiquer la FDS du produit, le fournisseur lui ayant indiqué que le produit était "expiré". L'exploitant a précisé en suivant à l'Inspection que ce produit n'est désormais plus utilisé sur le site. Aussi, sur ce point, l'exploitant est invité à suivre les recommandations du Guide de l'INERIS, visées plus avant, quant à l'archivage des FDS des produits ayant été utilisés sur le site, quand bien même ceux-ci ne sont désormais plus utilisés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit veiller à rendre accessible au personnel du site, l'ensemble des FDS des produits stockés, et notamment toutes celles relatives aux poudres de peinture. Ainsi, il doit, dans un délai de 3 mois, mettre en place les outils nécessaires afin de garantir cet accès, en toutes circonstances. Il doit apporter la preuve, par tout moyen, à l'Inspection, de la mise en place de ces

outils et de leur opérabilité.

Il est également invité à revoir, sous 2 mois, le classement des FDS sur le réseau informatique de la Direction du site, afin de faciliter les recherches des FDS.

L'exploitant doit, sous 15 jours, corriger la date de la FDS relative au produit dénommé D1036 CREAM, dans le tableau de suivi des FDS.

L'exploitant doit, sous 15 jours, prendre de nouveau attache avec le fournisseur du produit "Zinc Aluminium" afin de savoir d'une part si la FDS détenue est bien la dernière version disponible et d'autre part si une mise à jour de FDS a été faite ou est à venir. Il doit tenir informé l'Inspection de l'avancée des échanges avec le fournisseur sur ce point.

Enfin, l'exploitant doit s'assurer auprès des fournisseurs de toujours disposer des dernières versions des FDS et que celles-ci soient mises à jour tant sur le réseau informatique que dans le classeur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

### **Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés..... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...].

### **Constats :**

L'inspection a plus particulièrement porté sur une zone de stockage de produits chimiques qui n'est pas matérialisée sur les plans du site, à savoir une zone de stockage présente dans la partie production à proximité de la chaîne de traitement.

Cette zone de stockage comporte 3 produits stockés en bidons, entreposés sur une même rétention (cf point de contrôle n° 3).

Les FDS de ces trois produits ont dûment été fournies par l'exploitant en cours d'inspection.

Ces produits sont les suivants :

- DTO : agent de détartrage (FDS du 22/09/2023) classé comme dangereux conformément aux dispositions du Règlement (CE) 1272/2008 (CLP). Il s'agit d'un acide - produit corrosif (mentions de dangers H314 et H318). Plus précisément, il s'agit d'un mélange . Le pictogramme de danger "Corrosif" est présent sur l'étiquette apposée sur le bidon de 23 kg.
- DNAD NOF : additif détergent (FDS du 24/03/2023) classé comme dangereux

conformément aux dispositions du Règlement (CE) 1272/2008 (CLP). Il s'agit d'un produit irritant (mentions de danger H319 et H317). Plus précisément, il s'agit d'un mélange . Le pictogramme de danger "Irritant" est présent sur le bidon de 220 kg.

- PHOSTRI TTS3 PLUS : phosphatant trimétallique (FDS du 26/04/2022) classé comme dangereux conformément aux dispositions du Règlement (CE) 1272/2008 (CLP). Il s'agit d'un acide - produit corrosif (mention de danger H314 et H318). Le pictogramme de danger "Corrosif" est présent sur l'étiquette apposée sur le bidon de 220 kg.

Il convient de relever que selon le tableau des incompatibilités entre produits chimiques, ces trois produits sont compatibles entre eux, à la condition toutefois que certaines conditions soient respectées.

Il convient également de relever qu'aucun de ces bidons ne comporte de date limite d'utilisation optimale (DLUO).

Seront étudiées ci-après les différentes mesures mises en œuvre par l'exploitant au regard des recommandations faites dans les FDS des trois produits concernés :

- Sur les mesures de lutte contre l'incendie : les trois FDS indiquent que les moyens d'extinction appropriés sont les suivants : anhybride carbonique, mousse, poudre et eau nébulisée.

A proximité du stockage de ces trois produits, il a été constaté la présence de 5 extincteurs : 3 comportent de la poudre (dont 1 extincteur mobile de 50 kg) et 2 contiennent du dioxyde de carbone, ce qui est conforme aux FDS. Ces extincteurs comportent tous une étiquette de contrôle datée du mois d'avril 2025.

Le site n'est pas équipé de sprinklage, mais comporte depuis 2025 des trappes de désenfumage et depuis 2024 d'un système d'alarme incendie.

- Sur les mesures à prendre en cas de déversement : les trois FDS communiquées indiquent les mêmes recommandations, à savoir notamment de veiller au port de dispositifs de protection individuelle afin de prévenir la contamination de la peau, des yeux et des vêtements personnels. A ce titre, il a été constaté la présence de gants sur la zone de stockage, mais ceux-ci étaient placés entre les deux bidons de 220 kg. Il est en revanche relevé l'absence de lunettes de protection.

Les FDS indiquent également d'éviter que les produits ne soient déversés dans les égouts, dans les eaux superficielles et les nappes phréatiques. Sur ce point, les trois produits sont placés sur une rétention unique, en plastique, résistante aux acides. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de grille d'évacuation au sol, ni de caniveau dans la zone de stockage et que celle-ci est située à proximité de la zone de rétention de la ligne de traitement (présence de seuils de 10 à 15 cm), empêchant ainsi un éventuel écoulement des produits dans les réseaux d'eau.

Les FDS précisent également que les produits déversés doivent être aspirés dans un récipient approprié (et compatible) et que les produits doivent être absorbés à l'aide d'un matériau absorbant inerte. Il a été constaté l'absence de produit absorbant à proximité de la zone de stockage et, de fait, l'absence de consignes à suivre en cas de déversement. Au surplus, sur ce point, il a été constaté que les produits DNAD NOF et PHOSTRI TTS3 PLUS peuvent se déverser au sol lors de la phase de transfert de ces produits dans des seaux, pour être ensuite déversés dans les lignes de traitement, notamment au moment de l'ouverture des robinets placés à l'extrémité des bidons. A ce titre, il a été constaté que le sol devant la rétention est abîmé.

- S'agissant des mesures relatives à la manipulation et au stockage : S'agissant de la manipulation des produits, lors de cette phase, la personne en charge des produits chimiques du site indique qu'elle utilise seulement des gants pour se protéger des projections. Or, pour le DNAD NOF et le PHOSTRI TTS3 PLUS, les FDS recommandent de porter des lunettes de protection hermétiques et pour le DTO de porter une visière à capuche de protection avec lunettes hermétiques.

Pour les trois produits, des gants de travail de catégorie III sont à prévoir pour leur manipulation.

Enfin, la FDS du PHOSTRI TTS3 PLUS indique que pour une manipulation sans danger, il faut garantir un système de mise à terre approprié pour les installations et les personnes.

S'agissant du stockage, les trois FDS indiquent que les produits doivent être conservés uniquement dans le récipient d'origine et que les récipients doivent être fermés et loin des matériaux incompatibles. Ainsi, pour le PHOSTRI TTS3 PLUS et le DNAD NOF, la FDS précise qu'au contact de métaux réactifs (acier doux, aluminium, etc..) de l'hydrogène (explosif) peut se développer. Or, il a été constaté la présence de pièces métalliques entreposées au sol, non loin de la zone de stockage de ces produits.

Le DNAD NOF peut également former des mélanges explosifs avec de l'air.

Enfin, la FDS du PHOSTRI TTS3 PLUS, indique qu'il faut éviter les chocs violents.
- S'agissant des considérations sur l'élimination : l'exploitant indique que les bidons, une fois vides, sont stockés dans une zone de stockage des déchets, située sous abri. Ils ne sont enlevés qu'une fois qu'il y a 4 bidons vides de 220 kg, pour limiter les coûts d'enlèvement et d'élimination. L'exploitant a entendu préciser qu'un seul bidon est écoulé au cours d'une année. De ce fait, il a été indiqué à l'Inspection qu'à ce jour, aucun BSD n'avait été établi pour l'enlèvement de ces bidons depuis l'arrivée de l'assistante de Direction en charge de ce suivi, depuis 2 ans. Un contrat est conclu avec la société CHIMIREC pour l'enlèvement de ces déchets.

En outre, une autre zone de stockage de produits chimiques a été inspectée, à savoir la réserve de produits chimiques, également dénommée "local laboratoire" sur l'état des stocks, qui est une petite pièce fermée. Cette zone ne comprenait que quatre flacons de produits chimiques, de faible contenance, tous entreposés dans un seau en plastique posé sur le dessus d'une armoire basse (cf. point de contrôle n°3).

L'un des produits, nommé Chemetall, comporte deux pictogrammes de dangers : inflammable et dangereux pour la santé. Il a été constaté que ce produit n'était pas présent sur l'état des stocks et que la FDS n'a pu être fournie car éliminée par l'exploitant (cf point de contrôle n°1). Au surplus, il a été noté que la DLUO indiquée sur le flacon était le 09/2017. A la suite de l'inspection, et au regard de ces difficultés, l'exploitant a indiqué ne plus utiliser ce produit, en ce qu'il était "expiré".

Le second produit stocké, nommé Indicateur TA, est un mélange à base d'éthanol, utilisé en tant que réactif de laboratoire, qui comporte deux pictogrammes de dangers : inflammable et irritant (sur l'incompatibilité des produits, cf. point de contrôle n°4). Ce produit figure dans l'état des stocks transmis. La FDS a été communiquée par l'exploitant à la demande de l'Inspection, qui précise que ce produit est très inflammable. Les mentions de danger sont H225 et H319.

Le troisième produit, nommé Sodium hydroxyde solution 0,1 mol/L (flacon d'1 L), ne comporte pas de pictogramme de danger et n'est ni une substance dangereuse, ni un mélange dangereux. Ce produit figure bien dans l'état des stocks transmis.

Le quatrième produit, nommé Storage, Storage solution for pH and ORP Electrode HI5300-12 (flacon de 120 mL), ne comporte aucun pictogramme de danger et n'est pas classé dangereux au titre du règlement CE 1272/2008 (CLP). ce produit ne figure pas sur l'état des stocks transmis.

Dans cette zone de stockage, les éléments suivants ont été relevés :



- aucun moyen d'extinction n'a été constaté, ce qui a été confirmé par l'exploitant ;
- aucun produit absorbant, pourtant indiqué à la rubrique 6 de la FDS de l'Indicateur TA, n'est présent ;
- aucun équipement de protection n'a été constaté contrairement aux précautions listées à la rubrique 7 de la FDS de l'Indicateur TA ;
- aucune grille d'évacuation des eaux n'a été constatée ;
- aucune source d'ignition n'a été constatée, mais s'agissant de l'Indicateur TA, même si la FDS indique que le produit ne s'enflamme pas facilement, il convient de noter que le point d'éclair est de 13°C et que ce produit doit être stocké dans un endroit bien ventilé et tenu au frais.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place, sous 1 mois, une réserve de produit absorbant inerte à proximité de la zone de stockage des trois produits visés dans le présent point de contrôle, ainsi que dans la zone de réserve de produits chimiques.

Il doit veiller, pour toutes les autres zones de stockage de produits chimiques présentes sur le site, à mettre en place cette même mesure lorsque la ou les FDS des produits stockés l'imposent.

Il doit installer, au surplus de ce produit, les éléments nécessaires à son utilisation (pelles, récipient adapté, etc...) et apposer des consignes à suivre en cas de déversement. L'exploitant doit apporter la preuve en suivant de la bonne installation de ces éléments.

L'exploitant doit, sous 1 mois, prévoir la mise en place des équipements de protection nécessaires pour la manipulation des produits DNAD NOF, le PHOSTRI TTS3 PLUS et le DTO, tel que l'imposent notamment les FDS, à savoir pour des gants de catégorie III, lunettes hermétiques, etc... Il doit veiller, pour toutes les autres zones de stockage de produit chimiques présentes sur le site, à mettre en place cette même mesure lorsque la ou les FDS des produits stockés l'imposent. Il doit mettre en place une consigne pour l'utilisation de ces équipements. L'exploitant doit apporter la preuve en suivant de la bonne installation de ces éléments dans les différentes zones de stockage des produits chimiques qui l'imposent.

L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place des mesures visant à éloigner de la zone de stockage des trois produits chimiques étudiés, les produits incompatibles, telles que les pièces métalliques. L'exploitant doit apporter la preuve en suivant de la bonne mise en œuvre de cette mesure de protection.

L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place les moyens nécessaires afin d'éviter que des chariots de manutention puissent heurter la zone de stockage des trois produits chimiques inspectée, du fait de la présence du PHOSTRI TTS3 PLUS pour lequel la FDS indique, dans sa rubrique 7, qu'il faut éviter les chocs violents. L'exploitant doit apporter la preuve en suivant de la bonne mise en œuvre de cette mesure de protection.

S'agissant du produit Chemetall, présent le jour de l'inspection dans la réserve de produits chimiques du site, et dans l'attente de l'enlèvement de ce produit en tant que déchet dangereux, et en l'absence de FDS, l'exploitant devra se rapprocher du fabricant afin de connaître les conditions dans lesquelles ce produit doit être stocké en tant que déchet, de sorte notamment que les règles de compatibilité soient respectées et qu'il soit assuré que celui-ci ne soit pas stocké sur la même rétention qu'un autre produit incompatible. Il devra transmettre, sans délai, après réception, le bordereau de suivi de déchet du Chemetall.

Il doit s'assurer que les conditions de stockage des produits chimiques présents sur le site respectent les recommandations des FDS.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois produits DTO, PHOSTRI TTS3 PLUS et DNAD NOF sont stockés sur une rétention commune, ayant un volume de 1250 L (volume indiqué sur la rétention).</p> <p>Sur les étiquettes apposées sur les bidons, seule la masse (en kg) des bidons était indiquée. Interrogé sur le volume en litres des produits stockés, l'exploitant n'a pas été en mesure de le déterminer lors de l'inspection.</p> <p>S'agissant des quatre produits à faible contenance stockés dans la réserve de produits chimiques, ceux-ci sont entreposés dans une rétention commune, à savoir un simple seau en plastique. Rien n'était indiqué sur la capacité volumique de ce seau.</p> <p>En outre, l'exploitant a indiqué à l'Inspection ne pas disposer d'un plan des rétentions du site, mais il a été constaté qu'un affichage a été mis en place pour déterminer le volume de trois rétentions présentes à proximité des lignes de traitement de surface, à savoir : une de 1250 L vue plus avant, une de 110 L et une de 250 L.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le DNAD NOF étant stocké dans un bidon de 220 kg, le PHOSTRI TTS3 PLUS étant également stocké dans un bidon de 220 kg et le DTO dans un bidon de 23 kg, l'exploitant devra déterminer le volume maximum, en litres, que représentent ces produits.</p> <p>Au regard de ces éléments, il devra indiquer, sous 1 mois, à l'Inspection que les exigences définies à l'article 20 de l'AM du 09/04/2019 susvisées, relatives au volume des rétentions, sont bien respectées dans le cas présent.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rétentions, régulation thermique et épuration.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>AP du 15/04/2003 - article 3.11 Cuvettes de rétention</p> <p>[...]</p> <p>g) Une consigne établie par l'exploitant doit fixer les modalités (moyens, fréquence) de contrôle de présence de liquides dans les cuvettes de rétentions ainsi que les conditions et modalités de vidange et nettoyage de ces rétentions.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur le fait de savoir si des formations sur la compatibilité des produits avaient été suivies par les salariés du site et notamment par le responsable des produits chimiques, l'exploitant a indiqué qu'aucune formation n'avait été suivie ou donnée sur ce point. Il a été indiqué que les salariés s'informent via les FDS, pour vérifier la compatibilité des produits stockés et utilisés.</p> <p>Sur la zone de stockage des produits DNAD NOF, PHOSTRI TTS3 PLUS et DTO, la rétention des trois produits est commune. Ces trois produits ne présentent pas d'incompatibilité entre eux. La rétention est un bac en plastique, fermé, ne disposant d'aucun dispositif de raccordement ou d'évacuation. Cette rétention est entreposée sur deux palettes en bois.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette rétention est résistante aux coulures de produits et notamment de l'acide. Il a, en effet, été constaté que cette rétention n'est ni corrodée, ni percée. De même, il n'a pas été constaté de fuite ou de tache de produit sous la rétention. Les deux palettes en bois sur lesquelles est stockée la rétention ne sont pas abîmées.</p> <p>S'agissant des vérifications faites par l'exploitant quant à l'état de la rétention, l'exploitant a indiqué que cette rétention a près de 20 ans, qu'aucun entretien n'y est fait et que son état intérieur n'est pas vérifié.</p> <p>Il s'est avéré en effet difficile de pouvoir vérifier l'état intérieur de la rétention, celle-ci disposant sur le dessus d'une grille de protection sur laquelle est entreposée une palette en bois, sur laquelle sont disposés les deux bidons de 220 kg de DNAD NOF et de PHOSTRI TTS3 PLUS. Le bidon de DTO est quant à lui entreposé sur le côté de la palette en bois, sur la rétention directement. Un autre bidon était stocké sur le dessus des deux bidons de 220 kg, mais celui-ci était vide.</p>

Toutefois, malgré cette difficulté il a pu être constaté au fond de la rétention, la présence d'un dépôt croûteux, humide et grisâtre. Interrogé sur ce point, l'exploitant a indiqué que des coulures doivent s'y déposer au moment de la manipulation des produits, notamment pour remplir d'autres contenants. A ce titre, il a effectivement été constaté la présence de taches de coulures sur le rebord avant de la rétention, ainsi que des taches sur le sol présent devant la rétention, qui était d'ailleurs corrodé.

Par ailleurs, s'agissant du stockage des quatre flacons dans la réserve de produits chimiques, la rétention s'avère être un simple seau en plastique, entreposé sur le dessus d'une armoire. Interrogé sur l'incompatibilité potentielle de ces produits et du risque de mélange des produits en cas de fuite, l'exploitant n'a pas apporté de réponse claire quant à la gestion des incompatibilités des produits chimiques sur le site. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le produit Chemetall, présent dans cette zone de stockage étant expiré, il avait finalement été retiré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre, dans un délai de 3 mois, une formation sur les produits chimiques et plus particulièrement sur les règles de compatibilité des produits, qui devra être suivie par l'ensemble du personnel en charge de la manipulation ou du suivi des produits chimiques. Il devra apporter la preuve, en suivant, du bon suivi de ces formations, notamment par la communication des attestations de formation.

S'agissant de la rétention de 1250 L sur laquelle sont entreposés les produits DNAD NOF, PHOSTRI TTS3 PLUS et DTO, au regard du dépôt constaté dans le fond de la rétention, l'exploitant devra faire procéder à son nettoyage et faire évacuer les déchets générés dans la filière adaptée, sous 3 mois. Il doit tenir informé l'Inspection de ce nettoyage et transmettre le bordereau de suivi des déchets idoine dès réception. Il doit mettre en place, sous 3 mois, une consigne fixant les modalités (moyens, fréquence) de contrôle de présence de liquide dans les cuvettes de rétention, ainsi que les modalités de vidange et de nettoyage de ces rétentions, conformément aux dispositions de l'article 3.11 de son AP du 15/04/2003 susvisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

AP du 15/04/2003 - article 4.7 - Mouvements de produits

L'exploitant doit tenir à jour un état (Registre entrée/sortie) indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

## Constats :

L'exploitant a dûment fourni un état des stocks. Il a indiqué que celui-ci est actuellement mis à jour une fois par an ou en cas de nouveau produit entrant.

L'état des stocks est disponible sous format informatique et est géré directement par l'assistante de Direction, mais n'est pas mis à disposition de la Direction sur un réseau partagé. Il est toutefois accessible via une connexion à distance. Celui-ci est également disponible sous format papier, dans le classeur des FDS, dans le classeur du dossier ICPE, ainsi que dans la "boîte aux lettres pompiers" disposée à l'entrée du site.

L'état des stocks n'est pas géré via un logiciel. Sa mise à jour ne se fait pas au fil de l'eau de l'utilisation des produits.

L'état des stocks fourni comprend la liste des produits utilisés pour le grenailage, les produits dangereux, les aérosols, ainsi qu'une très faible partie des peintures poudres utilisées pour le thermolaquage (seulement trois lignes alors que le site comporte une grande variété de poudres de peinture).

Cet état des stocks détermine l'emplacement du stockage des différents produits listés ; toutefois, il convient de relever que les localisations indiquées sur ce document ne correspondent pas toujours aux emplacements inscrits sur le plan d'intervention également fourni par l'exploitant. A titre d'exemple, ce plan indique "réserve stock produits chimiques" alors que l'état des stocks indique, pour cette même zone, "local laboratoire".

L'état des stocks indique en sus la mise à disposition de la FDS (oui ou non) et sa date de révision, toutefois ce document ne comporte aucun lien hypertexte permettant de renvoyer directement vers la FDS. Il convient de relever sur le produit PHOSTRI TTS3 PLUS, dont il est fait mention dans les points de contrôle précédents, que l'état des stocks indique que la FDS n'est pas disponible, alors que celle-ci a été dûment fournie en cours d'inspection par l'exploitant.

L'état des stocks mentionne les libellés de dangers, ainsi que les pictogrammes de dangers par produit, mais là encore, s'agissant par exemple du produit DNAD NOF étudié, il apparaît une erreur quant au pictogramme reporté dans l'état des stocks (corrosif alors que l'étiquette du bidon stocké indique nocif ou irritant).

En outre, il a été constaté la présence sur site de deux produits ne figurant pas dans l'état des stocks remis, à savoir le Chemetall, comme vu précédemment, et le PHOSCLEAN TTS3 PLUS - Agent de phosphatation (bidon de 220 kg), stocké sur une rétention de 250 L, à proximité de la chaîne de traitement.

Mais surtout, aucune quantité des différents produits stockés n'est indiquée, ni aucune indication quant à la nature des produits (acide ou mélange par exemple). Sur l'indication des quantités de produits stockés, l'exploitant a indiqué qu'une réflexion est en cours pour le stockage des poudres de peinture, pour améliorer le suivi des stocks. Actuellement, le stock spécifique à ces produits est mis à jour manuellement, via un registre, or l'exploitant souhaite qu'un outil puisse être mis en place afin de suivre informatiquement l'évolution de ce stock.

Enfin, cet état des stocks n'est pas assorti du plan des stockages. Deux plans ont été fournis, à savoir : le plan d'intervention (localisant notamment les extincteurs et les sorties de secours) et différentes zones du site (zone de production, zones de stockage, partie administrative ....), ainsi qu'un plan relatif à la conduite de gaz matérialisant la zone risque incendie, une zone de stockage de produits chimiques (la réserve) et la zone de stockage de poudres de peinture. Toutefois, ces plans ne sont pas complets en ce que toutes les zones de stockage de produits chimiques ne sont

pas matérialisées, ce qui est d'ailleurs le cas pour la zone de stockage inspectée placée sur la rétention de 1250 L.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

S'agissant de l'état des stocks, l'exploitant doit sous 4 mois :

- mettre à disposition l'état des stocks sur le réseau informatique commun du site, *a minima* sur le réseau informatique de la Direction du site, afin que celui-ci ne soit pas géré uniquement par l'assistante de Direction, l'état des stocks devant être accessible en toutes circonstances, y compris en cas d'absence du personnel responsable ;
- mettre en place une organisation permettant la mise à jour, au fil de l'eau, de l'état des stocks, avec l'indication des quantités et de la nature de l'ensemble des substances ou mélanges dangereux détenus sur le site et non pas uniquement des poudres de peinture ;
- lister l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présent sur le site, c'est-à-dire notamment l'ensemble des poudres de peinture, quand bien même celles-ci ont les mêmes FDS, et ce dans la perspective notamment, en cas de sinistre, que les services d'incendie et de secours soient pleinement informés des substances présentes sur le site, en quelle quantité et donc anticiper les possibles incidences du sinistre et des moyens d'extinction devant être mis en œuvre ;
- mettre en cohérence les noms des emplacements des produits indiqués sur l'état des stocks avec ceux indiqués dans les plans fournis ;
- mettre en place, dans l'état des stocks, un lien hypertexte permettant d'accéder directement à la FDS concernée sur le réseau informatique du site ;
- corriger l'erreur constatée sur la non disponibilité de la FDS du PHOSTRI TTS3 PLUS - les FDS de tous les produits devant, en tout état de cause, être toujours disponibles ;
- corriger l'erreur constatée sur le pictogramme de danger sur le DNAD NOF et vérifier l'ensemble des pictogrammes de dangers des autres produits reportés dans l'état des stocks et corriger les éventuelles erreurs constatées ;
- ajouter le produit PHOSCLEAN TTS3 PLUS si ce produit est toujours utilisé, ou bien si celui-ci n'est plus utilisé, mettre le bidon concerné en zone de stockage des déchets - sur ce point, en tout état de cause, il est préconisé que la FDS soit conservée par l'exploitant quand bien même le produit ne serait plus utilisé sur le site (cf. point de contrôle n°1) ;
- ajouter le produit Storage Solution HI5300-12 présent dans la réserve de produits chimiques, absent de l'état des stocks fourni et s'assurer qu'aucun autre produit dangereux n'ait été omis de ce registre ;
- annexer à l'état des stocks un plan des stockages, qui doit être établi en indiquant l'ensemble des zones de stockages des substances et mélanges dangereux, y compris les petites zones de stockage situées à proximité de la chaîne de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N°3 : Capacités de rétention des produits chimiques



IMG\_0514



IMG\_0524

N°4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions



IMG\_0554

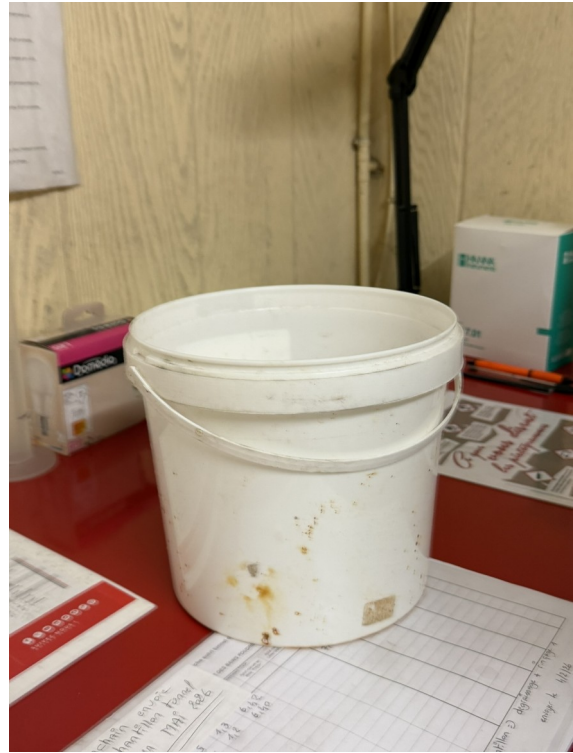


IMG\_0555





IMG\_0556



IMG\_0513